

Nature des services : Programme d'assistance technique pour aider (BIDV) dans sa trajectoire vers un modèle de banque verte

Bénéficiaire : Banque commerciale à actions multiples pour l'investissement et le développement du Vietnam (BIDV)

Partenaire financier : Agence Française de Développement (AFD)

Lieu : Vietnam

Durée du contrat : 2 ans (2024-2026)



In partnership
with



I. Contexte et justification

1. Présentation de BIDV

Fondée en 1957, BIDV est la banque commerciale la plus ancienne du Vietnam avec plus de 67 ans de développement et de croissance continus. Actuellement, BIDV est la plus grande banque commerciale par actions du total des actifs au Vietnam. À la fin du 31 décembre 2023, les actifs totaux de BIDV atteignaient environ 94,8 milliards de dollars et le total des prêts en cours atteignait 72 milliards de dollars. BIDV dispose d'un écosystème financier diversifié, comprenant des banques, des valeurs mobilières et des assurances, avec un réseau opérationnel de près de 1100 succursales et bureaux de transaction couvrant le Vietnam, ainsi que des représentations commerciales dans 5 pays et territoires, au service de près de 500000 entreprises clientes, 20 millions de clients individuels et une coopération avec plus de 2300 institutions financières dans 178 pays et territoires.

Le BIDV a initié et continue de faire des efforts significatifs pour déployer une stratégie globale sur les pratiques de développement durable et d'environnement social et de gouvernance (ESG), a pris des engagements forts pour réduire les émissions de carbone, protéger l'environnement, promouvoir le crédit vert, les obligations vertes, les énergies renouvelables et l'économie verte, ainsi que l'économie circulaire au Vietnam conformément aux orientations du gouvernement vietnamien, des ministères, des départements, La Commission a également mis en place des agences de conseil et a coordonné étroitement avec certaines grandes institutions financières internationales le processus d'organisation de la mise en œuvre. En particulier, BIDV a :

- a publié une résolution sur la mise en œuvre de la Stratégie nationale du Vietnam pour la croissance verte pour la période 2021-2030, la vision à 2050 et la Stratégie nationale sur les changements climatiques pour la période jusqu'à 2050 au BIDV;
- a mis sur pied un comité directeur chargé d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre des principes ESG et le développement financier durable au cours de la période 2023-2025, avec une vision jusqu'à 2030;
- a ordonné la promulgation du cadre des obligations vertes conformément aux principes des obligations vertes de l'International Capital Market Association (ICMA Green Bond Principles)¹, qui ont été jugés « très bons » par l'agence de notation internationale Moody's;
- La banque vietnamienne a été la première à émettre avec succès 2500 milliards de VND d'obligations vertes sur le marché obligataire national dans le but de financer des projets verts, d'économiser l'énergie, de réduire les émissions et de protéger l'environnement.

En termes de produits et services, BIDV a également activement encouragé le déploiement de produits et services vers un développement durable, comme la transformation numérique pionnière pour créer une révolution verte pour l'écosystème complet de BIDV; en donnant la priorité à la mise en œuvre de Les « paquets de crédits verts » pour soutenir le marché; diriger les activités des fonds confiés à l'étranger, en mettant l'accent sur la promotion de la mobilisation de fonds de développement durable et la transition vers une économie verte afin

¹ Voir : <https://www.icmagroup.org/sustainable-finance/the-principles-guidelines-and-handbooks/green-bond-principles-gbp/>

d'augmenter la proportion des prêts en cours de crédit vert. La BIDV figure toujours parmi les cinq premières banques vietnamiennes, avec les soldes de crédit vert les plus importants du système financier national. Au 31 décembre 2023, le solde des crédits verts de BIDV s'élevait à 3 milliards de dollars (soit 4,24 % du solde total).

Outre ses activités commerciales, BIDV se distingue également comme entreprise pionnière dans la mise en œuvre de la responsabilité sociale envers la communauté - La BIDV a fait preuve d'une grande créativité dans ses activités communautaires et a su diffuser des valeurs humaines pour attirer les clients et le public afin qu'ils se joignent à nous et apportent des valeurs positives à l'ensemble de la société. L'une d'elles est l'organisation d'une course annuelle de charité en ligne sur la plateforme d'application BIDVRUN pour mobiliser le personnel, les employés, les clients et le public afin qu'ils participent à des activités telles que : donner du Têt aux pauvres; planter un million d'arbres; construire des maisons culturelles communautaires pour éviter les inondations dans les provinces du Centre et du Centre des Hautes-Terres du Vietnam, donner des réservoirs d'eau douce aux localités souffrant de la sécheresse et de l'intrusion d'eau salée dans le delta du Mékong, etc.

Toutes les informations sur le BIDV et les activités de la banque sont affichées et accessibles au public sur le site Web de la banque : <https://bidv.com.vn/en/ve-bidv>

2. Présentation de l'AFD

Institution publique au cœur du système français d'aide au développement, l'Agence française de développement (AFD) œuvre depuis plus de soixante-dix ans à lutter contre la pauvreté et à favoriser le développement des pays en voie de développement. Institution financière bilatérale de développement de la France, elle est une institution publique active dans plus de 115 pays avec une mission définie par le gouvernement français et un mandat pour contribuer à une croissance économique plus durable et partagée, améliorer les conditions de vie et préserver la planète. Par le biais de dons, de prêts, de fonds de réserve ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets et accompagne ses partenaires dans leur renforcement de capacités et la transformation de leurs pratiques et stratégies vers un développement durable.

Dans ce cadre, le climat est devenu un objectif central des activités et du plan stratégique du groupe AFD. La stratégie de base de l'AFD intègre en effet le concept d'alignement avec l'Accord de Paris, avec pour objectif de devenir la première agence de développement à être « 100% compatible avec l'Accord de Paris » au travers de quatre engagements : (i) assurer une activité 100% compatible avec l'Accord de Paris, (ii) Augmenter le volume de financement climatique, (iii) contribuer à réorienter les flux financiers et d'investissement, et (iv) co-construire des solutions et exercer une influence sur les normes. A cet effet, l'AFD finance et soutient des projets et programmes de développement et participe aux débats, recherches et dialogues sur les politiques publiques avec ses partenaires locaux et les parties prenantes au niveau régional et national. Depuis 2012, l'AFD s'est engagée à ce qu'au moins 50 % de ses engagements financiers annuels soutiennent les transitions bas carbone et résilientes dans les pays en développement et émergents, en finançant des projets ayant un impact bénéfique direct sur le climat. Avec plus de 40 milliards d'euros de financements approuvés pour le climat depuis 2005 et près de 8 milliards d'euros en 2022, l'AFD est actuellement l'un des principaux bailleurs internationaux de fonds pour le climat.

Dans ce contexte, l'appui de l'AFD aux systèmes financiers et aux acteurs concernés représente près de 20 % des engagements du Groupe depuis le début des années 2000. Dans le secteur financier, l'AFD soutient le développement de modèles économiques et de systèmes financiers inclusifs, diversifiés et résilients en facilitant la réorientation des ressources vers le développement durable. Au sein de la Direction des solutions de développement durable de l'AFD, la Direction des systèmes financiers accompagne les acteurs financiers dans la construction de systèmes financiers inclusifs, durables et responsables dans les différents pays où l'AFD est présente, sur 3 axes stratégiques principaux : (i) promouvoir l'accès aux systèmes financiers, proposer des services financiers adaptés et diversifiés (Access), (ii) soutenir l'émergence d'un nouveau modèle de finance durable par la transformation des pratiques et stratégies des acteurs financiers (Transition), (iii) consolider les systèmes financiers et renforcer leur résilience pour assurer leur stabilité (consolidation).

Au Vietnam, le groupe AFD a une longue expérience dans l'accompagnement des institutions financières pour financer la transition verte du pays. La stratégie de l'AFD pour le Vietnam pour la période 2021-2025 vise à accompagner le pays sur sa voie vers un avenir bas carbone et ses engagements au titre de la COP 26 en développant les capacités d'énergies renouvelables, promouvoir les changements dans le modèle énergétique et soutenir des méthodes de production et des services publics moins émissifs et plus respectueux de l'environnement, ainsi que promouvoir le développement de villes et de territoires inclusifs, écologiques et résilients. Dans le secteur financier, après avoir offert un financement souverain sous forme de prêt aux institutions financières (Agribank, VDB, Mekong Housing Bank, CoopBank) ou aux fonds d'investissement urbains (HFIC, DDIF, CADIF, KDIF) Dans les années 2000, le Groupe soutient la contribution du secteur aux ambitions climatiques du Vietnam à travers des financements non souverains aux institutions financières, combinés à une assistance technique pour soutenir la transformation des pratiques des acteurs financiers.

Des informations complètes sur l'AFD, et notamment son Code de déontologie, que le prestataire est vivement invité à lire, sont disponibles à l'adresse suivante : www.afd.fr

3. Justification et présentation du projet AFD-BIDV

Le manque de financement vert est un facteur de risque pour le développement socio-économique du Vietnam, dont les besoins de financement pour lutter contre le changement climatique entre 2022 et 2040 sont estimés à 368 milliards USD (6,8% du PIB/an). A cet effet, le Vietnam a pris des engagements internationaux (COP 26, accord JETP en 2022, etc.) et s'est fixé comme objectif de promouvoir les flux financiers en faveur d'une transition bas carbone et de l'adaptation. La mobilisation du secteur financier par le développement d'une offre de crédit vert est l'un des principaux leviers pour y parvenir. Bien que dominé par les banques commerciales d'État, le secteur est encore sous-investi dans ce domaine.

En tant que première banque en termes d'actifs totaux, de dépôts et de prêts, la banque publique vietnamienne BIDV (Joint-Stock Commercial Bank for Investment and Development of Vietnam) joue un rôle particulier dans ce paysage. Pionnier dans la mise en œuvre des politiques gouvernementales, il est également un partenaire clé pour les projets avec les bailleurs de fonds du développement international : ses ambitions stratégiques de devenir une banque "Net Zero" et sa position proactive sur JETP en font un acteur incontournable de la promotion de la finance verte.

Construire sur une première collaboration sous la forme d'une facilité de crédit non souveraine 100 MUSD, l'AFD (en tant que prêteur) et BIDV (en tant qu'emprunteur) Ils ont donc décidé de renouveler leur partenariat afin de contribuer à la promotion de la finance verte comme moyen de soutenir la transition énergétique, l'économie circulaire et la croissance durable du Vietnam.

Fort de l'élan du premier financement, un nouveau projet a été conçu conjointement par l'AFD et le BIDV afin de porter les ambitions de leur partenariat à un autre niveau et continuer à accompagner le BIDV dans sa trajectoire vers un modèle de banque verte.

Approuvé par le Conseil d'administration de l'AFD le 13 décembre 2023, le contrat de crédit relatif à ce projet a été officiellement signé entre les deux parties le 31 juillet 2024, Le but est de densifier et réorienter les flux financiers du BIDV pour la banque afin de financer des investissements du secteur privé contribuant à réduire les émissions de GES, ainsi qu'à adapter et améliorer la résilience de l'économie vietnamienne aux effets du changement climatique.

L'opération s'articule à cet effet autour de deux composantes :

- une ligne de crédit non souveraine de cinquante millions d'euros (50 millions d'euros) à BIDV, dédiée au financement de projets présentant des co-bénéfices climatiques. Avec un objectif de 100% du montant consacré aux projets à co-bénéfices climatiques, le mécanisme a été signé fin juillet 2024 et financera des projets standards d'atténuation du changement climatique pour un maximum de 50% (projets "Climat"), et des projets novateurs d'atténuation ou d'adaptation aux changements climatiques qui présentent des avantages connexes accrus, y compris sur la biodiversité (projets « Impact + »);²
- un programme d'assistance technique (AT) de 200000 euros pour soutenir le BIDV dans ses ambitions en matière de climat et de biodiversité, la gestion des risques liés à l'E&S, et le suivi des impacts environnementaux et climatiques liés aux projets et clients financés par BIDV à travers les fonds de la facilité de crédit de l'AFD.

Concernant la facilité de crédit : BIDV est l'emprunteur et le bénéficiaire direct, ainsi que l'unique partie prenante de ce projet. Les bénéficiaires finaux du projet sont les emprunteurs de BIDV (ses clients). Pour allouer le financement de l'AFD aux prêts du BIDV, la banque présentera à l'AFD des investissements ou projets éligibles dans tout secteur d'activité éligible dont l'éligibilité au mécanisme sera vérifiée sur la base de critères définis en amont de la signature du « prêt éligible » Les accords entre BIDV et ses clients.

Concernant le programme d'assistance technique : le programme d'assistance technique lié à la facilité de crédit renforcera avant tout les capacités du BIDV en termes environnementaux et sociaux (E&S) Des mesures de vigilance et l'amélioration de sa liste d'exclusion pour qu'elle puisse se conformer aux exigences les plus élevées ainsi qu'aux meilleures pratiques et normes internationales. Il soutiendra également le BIDV dans l'élaboration de son portefeuille de projets liés au climat, ainsi que dans le suivi et la communication des impacts des prêts à l'investissement éligibles (voir annexe),

² Voir les critères d'éligibilité détaillés de la facilité de crédit en annexe.

ainsi que le suivi des risques climatiques physiques de ses prêts financés par le crédit.
.facilité.

II. Nature et objet des services

Ces services ont pour objectif de poursuivre le soutien E&S apporté au BIDV dans le cadre du précédent projet entre l'AFD et le BIDV, et d'accompagner les efforts de transformation du BIDV en banque verte. À cette fin, il est prévu de recruter un cabinet de conseil pour mettre en œuvre un programme d'assistance technique (AT) pour la banque sur une période de deux ans (entre 2024 et 2026), avec les objectifs suivants :

- Identifier et constituer un portefeuille de projets répondant aux critères d'éligibilité technique et financière de la nouvelle ligne de crédit AFD à BIDV, avec *contrôle ex ante* des actifs/investissements sous-jacents ;
- mesurer l'impact des projets financés par rapport à des indicateurs détaillés à définir dans un manuel d'exploitation du projet, notamment en termes environnementaux et climatiques;
- Réalisation d'une analyse des risques climatiques physiques des projets financés par la BIDV au travers de la facilité de crédit ;
- Mettre en œuvre les activités prévues dans le Plan d'action environnemental et social (PASE en annexe du présent cahier des charges) associées à la facilité de crédit de l'AFD au BIDV. Ces activités s'appuient sur les réalisations du projet précédent entre l'AFD et le BIDV et avec le soutien d'autres bailleurs de fonds/institutions financières de développement (IFD) : la Banque asiatique de développement (AsDB) a contribué aux premières procédures de BIDV en matière d'E&S, Depuis, ces normes ont été mises à jour pour intégrer les dernières modifications réglementaires introduites par la banque centrale vietnamienne (SBV) sur le sujet en mai 2023.

III. Portée des travaux et activités prévues et produits livrables

Volet 1 : Appui à la mise en œuvre et au décaissement de la nouvelle facilité de crédit climatique AFD-BIDV

➤ Activité 1 : Production du manuel d'exploitation, y compris une méthodologie pour l'identification des projets éligibles à la nouvelle facilité de crédit AFD-BIDV

Au début de la mission, le consultant travaillera avec BIDV pour produire un manuel d'exploitation pour le projet. Le manuel aura pour objet :

- décrire les règles, politiques et procédures générales qui régissent l'administration du projet, y compris en matière de rapports et de suivi, ainsi que le rôle des principaux intervenants au sein de la BIDV qui doivent participer à la mise en œuvre du projet;
- présenter l'objectif, le périmètre et la démarche globale du projet, ainsi que les critères d'éligibilité techniques et financiers détaillés relatifs à la facilité de crédit : parts de la facilité de crédit dédiée au financement du "Climat" vs. "Impact+" les projets, le rappel des ambitions de chacune des deux catégories et les critères correspondants, les autres critères applicables à la facilité de crédit tels que prévus dans l'accord de facilité de crédit signé en 2024 entre l'AFD et le BIDV, la méthodologie utilisée pour identifier les projets/investissements éligibles en lien avec ces critères ;
- décrire les modalités de décaissement de la facilité de crédit, y compris les modalités pour justifier l'utilisation des fonds et prouver le transfert par BIDV de l'incitation

financière autorisée par les conditions favorables de la facilité de crédit aux bénéficiaires finaux (clients de BIDV) ;

- résumer les indicateurs d'impact du projet à suivre pendant la mise en œuvre et après l'achèvement complet du projet, afin de mettre en évidence les impacts du projet sur le développement (sur le pays ou sur un secteur spécifique, une région, un type de bénéficiaire, etc.).

Le consultant doit produire le manuel d'exploitation du projet au plus tard 30 jours ouvrables après le début de la mission. Le manuel d'exploitation pourrait également être enrichi et complété ultérieurement, et son contenu ajusté si nécessaire, afin de s'adapter à la réalité et aux besoins identifiés pour une mise en œuvre harmonieuse et réussie du projet.

Toutes les informations relatives à la facilité de crédit sont présentées en annexe : objet de la facilité, critères d'éligibilité techniques et financiers, conditions relatives au transfert de l'incitation financière aux clients de BIDV, indicateurs d'impact sur le développement envisagés à ce stade.

Produit livrable prévu :

- Manuel d'exploitation

➤ **Activité 2 : Formation du personnel concerné de BIDV pour assurer une bonne compréhension des critères d'éligibilité et les aider dans leur adoption**

2.1 Élaboration du plan de formation :

Une fois le manuel d'exploitation élaboré, le consultant élaborera un plan de formation pour fournir un soutien en matière de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités au personnel concerné de BIDV afin de s'assurer qu'il comprend bien les critères d'admissibilité à la facilité de crédit.

Le plan de formation devrait proposer une approche et des modalités adaptées pour permettre à tous les personnels clés concernés au sein du BIDV (y compris les cadres et le personnel opérationnel) de bénéficier du soutien proposé et de se familiariser avec les critères applicables au crédit. La Commission a également décidé de lancer une série de projets dans le cadre de la ligne de crédit, afin d'accélérer la constitution d'un portefeuille de projets éligibles et de permettre leur décaissement.

À cette fin, le plan de formation doit présenter (à titre indicatif seulement) :

- Le personnel cible au sein de BIDV, qui bénéficiera de la formation,
- Les objectifs et le contenu envisagés pour les modules de formation,
- Comment la formation doit être organisée : en face-à-face et/ou en ligne, nombre de participants, nombre et objectif des sessions envisagées, durée, calendrier / horaire prévisionnel pour les sessions de formation, etc.
- Hypothèses essentielles pour une mise en œuvre harmonieuse et réussie du plan de formation (p. ex., disponibilité du public cible).

Des cours de recyclage ou une formation supplémentaire, ainsi que des services de renforcement des capacités en milieu de travail, peuvent également être envisagés si nécessaire et jugés appropriés, par exemple si l'équipe BIDV signale davantage de difficultés dans certains domaines lors de la conclusion d'accords.

2.2 Services de formation et de renforcement des capacités :

Sur la base du plan de formation et du calendrier correspondant élaboré par le Consultant et approuvé par le BIDV, des modules et sessions de formation seront organisés pour les personnels concernés par le BIDV.

Produits livrables attendus :

- Plan de formation
- Matériel de formation
- Sessions de formation (organisées), y compris les formulaires d'évaluation de la formation

➤ Activité 3 : Soutien à l'élaboration de sous-projets, par différents canaux

L'identification des sous-projets éligibles sera effectuée pendant toute la durée de la mission (i) directement par le BIDV et/ou (ii) par le BIDV avec le soutien du Consultant. L'objectif est de développer un important pipeline de sous-projets potentiellement éligibles. Le Consultant prendra en compte les contraintes de confidentialité des données clients. On peut s'attendre à ce que cette activité mène à l'identification d'un certain nombre de possibilités qui nécessiteront des travaux supplémentaires de la part des promoteurs du projet (études de faisabilité, par exemple) ou de la part du consultant et/ou du BIDV une fois formés (études sur l'empreinte carbone/adaptation) avant qu'elles ne puissent être converties en sous-projets éligibles. Afin d'assurer l'utilisation rationnelle des ressources, il est essentiel que cette activité soit menée de manière à ce que le niveau de soutien soit proportionnel à la probabilité de mener à des sous-projets éligibles. Dans son offre technique, le consultant détaillera la méthodologie qu'il entend utiliser pour ces activités d'identification.

3.1 Criblage du portefeuille existant de BIDV :

En tenant compte de l'examen du portefeuille effectué par BIDV pendant la phase de conception du projet, le consultant aidera BIDV à examiner ses portefeuilles de clients (PME / entreprises / municipalités ou tout autre client admissible) afin d'identifier le « climat » potentiel et Les opportunités « impact+ »³ susceptibles d'être financées par BIDV. Au besoin, le consultant peut dresser une liste indicative des principaux secteurs/clients à cibler par le projet en fonction de leur potentiel/criticité en termes d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques⁴ grâce à des enquêtes, à la collecte de données et à l'analyse appropriées. Par conséquent, **le consultant fournira à la BIDV des recommandations sur les clients et secteurs prioritaires à cibler. Il fournira également à BIDV des recommandations afin que le personnel de BIDV (en particulier les agents de crédit) puisse mettre à jour périodiquement ce pipeline et pré-identifier de nouveaux clients potentiels.**

3.2 Effort de montage conjoint :

- Au besoin, le consultant identifiera également d'autres ressources pour lancer des projets éligibles potentiels (en dehors de la base de clients actuelle du BIDV), par exemple en

³ Pour consulter la matrice d'admissibilité et les critères du consultant, voir l'annexe.

⁴ Tenir compte des critères d'éligibilité relatifs aux projets « Climat » et « Impact+ » ainsi que des autres critères techniques et financiers relatifs à la facilité de crédit en annexe.

s'appuyant sur les initiatives des ministères responsables, d'autres programmes financés par les donateurs, etc. Dans la mesure du possible et autant que cela est pertinent, ces ressources alternatives devraient ensuite être diffusées auprès des agents de crédit de BIDV.

- Le Consultant élaborera également avec BIDV un processus dédié (check-list, questionnaire...) pour aider le personnel de BIDV à collecter et obtenir toutes les informations nécessaires pour remplir les modèles de soumission des sous-projets de l'AFD et les documents justificatifs demandés, qui sera ensuite complété par BIDV avec le support technique du Consultant.⁵
- Le Consultant accompagnera BIDV dans la mise en œuvre de sa démarche commerciale auprès des clients potentiels ciblés. Au début de la mission, à la demande de BIDV, le Consultant pourra accompagner certains des responsables du crédit de la banque lors de certaines de leurs rencontres avec les clients potentiels pour présenter le projet et évaluer, à titre préliminaire, les occasions d'affaires qui découlent de ces réunions.

➤ **Activité 4 : évaluation ex ante de l'éligibilité des projets**

Une fois les investissements/projets pré-identifiés (achèvement du modèle de soumission des projets), il incombera au consultant d'analyser la documentation fournie et de vérifier que les projets envisagés sont éligibles, en étroite collaboration avec les équipes du BIDV. Pour les projets qui ne fournissent pas déjà une analyse de l'empreinte carbone et/ou une analyse d'adaptation climatique, le consultant soutiendra BIDV en réalisant, chaque fois que cela est nécessaire, l'AT pour les empreintes carbone et l'analyse de l'adaptation au cours de la première année de mise en œuvre du projet. Afin que le BIDV puisse fournir l'analyse nécessaire à l'AFD pendant toute la durée de mise en œuvre du projet (étant donné qu'il est obligatoire pour qu'un investissement soit considéré comme éligible), le Consultant assiste également le BIDV dans la définition, l'utilisation et l'appropriation (y compris par la formation en cours d'emploi) de l'analyse de l'empreinte carbone existante et des outils d'analyse d'adaptation disponibles qui pourraient être directement mis en œuvre ou adaptés à l'activité du BIDV. L'utilisation de l'outil d'empreinte carbone existant de l'AFD sera recommandée. Selon l'analyse de l'adaptation climatique, le consultant pourrait par exemple établir une liste de contrôle sectorielle basée sur les caractéristiques du Vietnam, si possible.

Après avoir examiné les pièces justificatives disponibles (études de faisabilité, audits énergétiques, factures, etc.), si le Consultant et la BIDV estiment que le projet envisagé répond aux critères d'éligibilité du prêt de la BIDV à allouer sur le crédit de l'AFD-Dans l'installation, le consultant rédigera un rapport d'évaluation justifiant son opinion avec les documents justificatifs. Grâce à son expertise technique, le consultant confirmera également que les indicateurs de performance proposés et les valeurs attendues sont pertinents.⁶

Cette analyse doit également couvrir l'identification des risques E&S et énumérer les mesures de vigilance E&S requises conformément à la réglementation vietnamienne en matière E&S. Selon le niveau de risques E&S des sous-projets (voir la composante 4), le consultant aidera la BIDV à mener une diligence raisonnable en matière d'E&S, comme celles effectuées sur

⁵ Voir les modèles en annexe (selon la convention de crédit signée entre l'AFD et le BIDV).

⁶ Par exemple : MW installés, économies d'énergie, réduction ou évitement de l'équivalent en tonnes d'éq. CO2, valeur des actifs physiques rendus plus résilients au changement climatique, hectares de terres ou forêts sous gestion améliorée et efficace, etc.

les évaluations d'impact E&S (EIES), les évaluations E&S (ESA), les plans de gestion E&S (PGES), etc.

Lorsqu'il sera disponible, le consultant examinera les études de faisabilité technique des projets susceptibles d'être financés par un concours bancaire. La mise en œuvre de projets d'énergie durable (comme les projets « climatiques » standard) est soumise à la disponibilité d'études de faisabilité technique fiables. Si de telles études sont disponibles, le consultant vérifiera qu'elles ont été correctement préparées/élaborées en contrôlant la qualité des rapports et leur conformité avec les exigences de l'AFD et de la facilité de crédit. Le cas échéant, le consultant peut demander des suppléments ou des modifications à l'étude, ou proposer toute adaptation de son format de présentation.

Le consultant pourra alors assister BIDV dans la préparation des demandes d'allocation à envoyer à l'AFD. Si le projet répond à tous les critères d'éligibilité, l'AFD fournira une autorisation d'allocation. Veuillez noter que même si un promoteur de projet soumet un formulaire d'évaluation d'éligibilité qui est techniquement éligible, la décision de financement sera prise par BIDV conformément à ses propres procédures de crédit. Le BIDV, qui finance des projets à ses risques et périls, est seul décideur dans le processus de financement et peut refuser le financement aux promoteurs de projets pour quelque raison interne que ce soit.

Si le consultant et la BIDV estiment que les projets ne répondent pas aux critères d'admissibilité ou que l'information n'est pas complète ou suffisante, mais qu'il existe un potentiel élevé de projets admissibles, le consultant définira les informations supplémentaires qui seraient nécessaires et offrira son soutien aux développeurs du projet (recommandations écrites et/ou réunions dédiées). Afin d'assurer le transfert de connaissances vers le personnel du BIDV, le consultant travaillera en étroite collaboration avec les membres du personnel du BIDV affectés par le BIDV pour développer une expertise interne dans le domaine du financement de projets climatiques.

Produits livrables attendus :

- Pipeline de projets/investissements admissibles à la facilité de crédit
- Rapports d'analyse / Demande d'allocation de documents justificatifs et informations collectées pour les projets éligibles
- Analyse de l'adaptation climatique sur les projets des clients du BIDV
- Empreinte carbone sur les projets des clients de BIDV
- Document de vérification confirmant la pertinence des études de faisabilité technique réalisées sur les projets d'énergie durable
- **Certificats d'admissibilité des projets**
- Possibilité : réunions/recommandations aux clients de BIDV en cas d'informations à fort potentiel mais incomplètes pour déterminer l'éligibilité des projets

Composante 2 : Soutien au suivi et à la production de rapports des projets

➤ **Activité 1 : Soutenir le BIDV dans le suivi et le suivi des progrès et impacts de la mise en œuvre du projet**

Le consultant aidera BIDV à surveiller le projet et l'utilisation des fonds de la facilité de crédit, ainsi que les impacts du projet sur le développement. À cette fin, le Consultant assistera la BIDV dans la préparation des rapports d'avancement annuels qui seront fournis à l'AFD. Tous

les rapports doivent être conformes aux modèles de rapport et aux attentes convenus entre la BIDV et l'AFD dans le contrat de facilité de crédit (voir annexe).

Les rapports comprendront des renseignements sur (à titre indicatif seulement) :

- la mise en œuvre de la facilité de crédit (nombre de projets sélectionnés, nombre de projets soutenus par la facilité, utilisation des fonds AFD..) ;
- un récit sur l'évolution du contexte national en matière de changement climatique et de financement du climat, les politiques publiques et les incitations éventuelles (évolution des engagements climatiques du Vietnam, développements dans la réglementation nationale, etc.);
- un récit axé sur l'impact du projet entre l'AFD et le BIDV en cours de mise en œuvre et une mesure détaillée des impacts consolidés des projets financés par la facilité de crédit ;
- Sujets de gestion des risques liés à la SE, conformément aux exigences connexes des AFPS (voir ci-dessous).

A cet effet, le Consultant procédera à un rapide examen du système d'information de la BIDV et évaluera sa capacité à produire les données nécessaires à la mesure des impacts du projet sur le développement, conformément aux exigences de l'accord de crédit entre l'AFD et la BIDV.⁷ Le consultant proposera une méthodologie pour mesurer ces impacts si une simple extraction n'est pas suffisante.

Le consultant accompagnera ensuite BIDV dans la production du premier rapport annuel d'avancement du projet. Après cela, BIDV sera en charge de la production des rapports d'avancement annuels suivants. Le Consultant proposera des contrôles de second niveau sur les rapports suivants et conseillera le BIDV sur la manière de les améliorer, enrichir et affiner avant leur soumission par le BIDV à l'AFD. Ces deuxième vérifications viseront spécifiquement à assurer un niveau de reporting et de suivi solide des impacts attendus sur le développement.⁸

Produits livrables attendus :

- Rapports d'étape annuels : premier rapport (ébauche) et deuxième rapport (examen)
- Données et informations relatives aux indicateurs d'impact des projets

➤ **Activité 2 : Suivi et rapport sur l'avancement de la tâche du consultant**

Pour assurer une mise en œuvre harmonieuse des services, le consultant veillera à ce que les services et les résultats connexes soient compris de tous au début de la mission, et il facilitera l'implication et assurera un suivi suffisant. La mise en œuvre des services par le personnel et la direction concernés de BIDV, via les activités suivantes :

- **Production d'un rapport de création :** au plus tard trente (30) jours ouvrables après le début de la mission, le consultant soumettra un rapport de création à BIDV et à l'AFD. Le rapport précisera la description des services et des produits livrables attendus pour chaque composante du présent mandat, comprendra une première ébauche du manuel d'exploitation et présentera un programme de travail budgété de

⁷ Voir les renseignements attendus dans les annexes.

⁸ Des informations détaillées sur les indicateurs d'impact du développement et les modalités de reporting convenues entre l'AFD et le BIDV figurent en annexe.

six mois ainsi qu'un calendrier détaillé de mobilisation de deux experts nommés pour une période déterminée (nom des experts, nombre de jours-experts...) pour les six premiers mois.

- **Coordination des réunions trimestrielles de suivi avec les représentants du BIDV et de l'AFD** : tous les trois (3) mois, le Consultant organisera et animera une réunion réunissant les représentants de l'AFD et du BIDV pour (i) informer les participants sur la mise en œuvre des services, (ii) présenter un résumé des activités ou tâches réalisées et des produits livrables, (iii) discuter de tout problème potentiel pour la mise en œuvre harmonieuse des services et (iv) convenir collectivement du calendrier détaillé et des activités pour le prochain trimestre.

Produits livrables attendus :

- Rapport initial
- Ordres du jour et procès-verbaux des réunions trimestrielles de suivi avec les représentants de l'AFD et du BIDV

Composante 3 : Développement d'une méthodologie de gestion des risques climatiques pour évaluer l'exposition aux risques liés au climat du portefeuille de prêts financés par la BIDV au moyen de la facilité de crédit

Le Consultant accompagnera BIDV dans l'analyse et le suivi des impacts du changement climatique sur son portefeuille de prêts qui seront financés par la facilité de crédit AFD-BIDV.

Le consultant intégrera une analyse des impacts du changement climatique dans le processus de gestion des risques de BIDV appliqué à tous les prêts financés par la facilité de crédit (élaboration et mise en œuvre de processus et de méthodologies de gestion des risques climatiques applicables à ces prêts). A cet égard, le BIDV, avec l'appui du Consultant, élaborera et utilisera des scénarios de changement climatique afin d'évaluer l'impact à court, moyen et long terme du changement climatique sur son portefeuille de prêts financés par la facilité de crédit. À cette fin, le Consultant réalisera les activités suivantes :

➤ **Activité 1 : Diagnostic de l'exposition du portefeuille de BIDV par rapport au risque climatique**

Dans un premier temps, le Consultant conseillera BIDV sur les bases de données publiques et privées susceptibles de fournir des données pertinentes sur les risques climatiques auxquels la banque est exposée par son activité de prêt, et en particulier les prêts qui pourraient être similaires à ceux qui correspondront aux critères d'admissibilité de la facilité de crédit.

Le Consultant réalisera ensuite un diagnostic du portefeuille de la banque (sur un échantillon à déterminer en fonction et cohérence avec les prêts de financement climatique) par rapport à l'exposition au risque climatique, avec pour objectif d'identifier les principaux risques climatiques concernant l'activité de prêt. Ce faisant, le Consultant s'assurera de suivre les meilleures pratiques internationales et définira avec BIDV et l'AFD le périmètre de cette analyse et évaluera l'exposition et les canaux de concentration et de transmission des risques significatifs dans le portefeuille de BIDV du point de vue risques financiers climatiques (risque physique, risque de transition...), au niveau de granularité le plus approprié. Cela dépendra également, entre autres, de la disponibilité des données quantitatives et qualitatives.

Le consultant aidera ensuite BIDV à élaborer des scénarios liés aux changements climatiques dans divers horizons temporels pour cet échantillon du portefeuille de prêts de la banque. Ces scénarios devraient inclure des hypothèses concernant l'incidence des risques liés au climat et les horizons temporels sur lesquels ces effets devraient se matérialiser. Le cas échéant, le consultant évaluera les scénarios existants au niveau national afin de proposer un ensemble pertinent de scénarios pour la banque. Une fois les scénarios les plus pertinents sélectionnés, le consultant aidera BIDV à exécuter les scénarios dans l'analyse du portefeuille de crédit. Le consultant analysera l'impact des scénarios de changement climatique sur le portefeuille ciblé de BIDV et produira une cartographie de l'échantillon de portefeuille de BIDV concernant son exposition aux risques climatiques.

Le diagnostic peut également contribuer à la composante 1 des services.

Produits livrables attendus :

- Liste de la base de données contenant des renseignements/données pertinents pour évaluer les risques climatiques
- Diagnostic et cartographie de l'exposition ciblée du portefeuille BIDV par rapport au risque climatique

➤ **Activité 2 : Mise en place d'une méthodologie dédiée au risque climatique pour les prêts du BIDV éligibles aux fonds de la facilité de crédit AFD-BIDV :**

Sur la base du diagnostic susmentionné, le Consultant accompagnera BIDV dans l'intégration d'une méthodologie dédiée au risque climatique dans son processus de crédit pour une sélection de prêts, idéalement les prêts éligibles aux critères de la facilité de crédit AFD-BIDV.

En fonction des résultats du diagnostic, le consultant effectuera les activités suivantes :

- Aider la BIDV à intégrer les risques liés au climat en tant que moteurs des catégories de risque existantes dans son cadre de gestion des risques appliqué aux prêts éligibles ;
- Proposer et coordonner l'intégration de critères liés au changement climatique dans les politiques et processus de crédit de BIDV pour des secteurs/clients ciblés ou des projets spécifiques déterminés par le consultant et BIDV. Cela implique une évaluation du risque lié au climat aux étapes pertinentes du processus d'octroi de crédit et du traitement du crédit de BIDV ;
- Former les équipes de BIDV qui sont impliquées dans le processus.

Produits livrables attendus :

- Cadre de gestion des risques intégrant les risques climatiques pour les prêts de BIDV éligibles à la facilité de crédit du projet
- Politiques et processus de crédit révisés, intégrant les risques liés au climat pour une sélection de secteurs/prêts du BIDV, si possible (et tant qu'il ne crée aucun retard dans le décaissement de la facilité de crédit) les prêts éligibles à la facilité de crédit
- Modules de formation sur l'analyse et la gestion des risques climatiques, fournis au personnel concerné du BIDV

Composante 4 : Dans la mesure nécessaire/requise, renforcer la mise en œuvre du processus existant de gestion des risques environnementaux et sociaux

Si le Consultant estime que le système de gestion des risques environnementaux et sociaux (SGES) est adapté aux exigences du Groupe AFD et que cette Composante 4 n'est pas nécessaire, il produira une note justifiant sa position. Dans tous les cas, toutefois, les activités de formation prévues décrites ci-dessous doivent être maintenues dans le cadre des tâches du consultant.

Le Consultant assistera BIDV dans le renforcement de la mise en œuvre du système de gestion E&S (ESMS) applicable à la facilité de crédit entre l'AFD et BIDV, ainsi que dans la révision de la liste d'exclusion existante de BIDV afin qu'elle soit conforme aux normes du groupe AFD.

Le BIDV a en effet déjà élaboré un document intitulé guide de mise en œuvre pour la gestion des risques E&S. Le cas échéant, ce document sera adapté aux spécificités de la nouvelle facilité de crédit de l'AFD.

➤ **Activité 1 : Définition d'un plan d'action détaillé du SGES et mise à jour de la liste d'exclusion de la BIDV**

Cette première phase vise à démarrer le processus d'adaptation de l'ESRM, en détaillant le plan d'action E&S (ESAP) convenu entre la BIDV et l'AFD (voir annexe). Il comportera les étapes suivantes :

1.1 : Diagnostic court de la BIDV en relation avec les problèmes d'E&S

Afin de faire le point sur la situation et les besoins en matière d'E&S, le consultant mènera les activités suivantes :

- Présenter la gouvernance de BIDV, au niveau mondial et en particulier en lien avec les questions d'E&S ;
- Faire une évaluation rapide des écarts entre la procédure existante et les besoins de financement de l'AFD ;
- Évaluer le niveau de sensibilisation, de volonté et de capacités du personnel et de la direction de BIDV sur les aspects E&S;
- Réaliser une analyse des risques environnementaux et sociaux (E&S) du portefeuille de prêts de la BIDV à financer par le biais de la facilité de crédit de l'AFD et des politiques.

Produit livrable prévu :

- Court rapport de diagnostic

1.2 : Identification des objectifs pour l'amélioration du processus de gestion des risques E&S de la BIDV

Suite aux conclusions et recommandations du diagnostic mentionné ci-dessus, le Consultant proposera quelques mesures de résolution simples, identifiant certains objectifs cruciaux pour adapter le processus de gestion des risques E&S au financement de l'AFD. Ces objectifs peuvent par exemple consister à :

- Adapter la procédure existante relative au guide de mise en œuvre pour la gestion des risques E&S aux caractéristiques du nouveau mécanisme/financement de crédit AFD ;
- Rédaction de courts compléments à la procédure existante, lui permettant de prendre en compte les financements de l'AFD.

- Sensibiliser la direction de la banque à ce processus et susciter son engagement à cet égard;
- Sensibiliser davantage le personnel et/ou les clients aux problèmes de SE; etc...

Ces objectifs seront présentés à la BIDV et à l'AFD pour validation avant la mise en œuvre de l'étape 1.3 définie ci-après.

1.3 : Présentation des actions d'amélioration à mettre en œuvre

En ce qui concerne le processus de gestion des risques E&S, les actions d'amélioration pourraient notamment concerner les points suivants :

- Sensibilisation et adhésion : formation du coordinateur E&S et de plusieurs responsables E&S que BIDV identifiera parmi son personnel. Ces actions peuvent également mentionner la formation active du personnel chargé des opérations de traitement.
- Mise en œuvre, suivi et contrôle :
 - o L'organisation managériale qui doit être mise en place pour mettre en œuvre le processus de gestion des risques E&S et en suivre la mise en œuvre ;
 - o Si nécessaire, l'adoption d'outils existants pour gérer la mise en œuvre du processus en place et surveiller et contrôler sa mise en œuvre.

1.4 : Mise à jour de la liste d'exclusion de BIDV

Le BIDV a mis à jour sa liste d'exclusion dans le règlement n° 3266/QyD – BIDV en date du 31 mai 2023 sur la gestion des risques environnementaux ses activités d'extension de crédit pour se conformer au nouveau règlement national qui est entré en vigueur le 1er juin 2023 (Circulaire 17/2022 sur la gestion des risques environnementaux dans les activités de prêt des établissements de crédit). Cependant, il subsiste des écarts entre la liste d'exclusion actuelle de BIDV et celle du groupe AFD, qui s'applique également aux partenaires du groupe AFD. Pour que BIDV se conforme à la liste d'exclusion du groupe AFD (en annexe de l'accord de crédit signé entre les deux parties), il est notamment nécessaire que BIDV applique la section C de la liste d'exclusion du groupe AFD⁹ à toutes ses activités financières. Le Consultant sera par conséquent en charge des missions suivantes, qui seront réalisées au plus tard le 31 juillet 2025 (soit 12 mois après la signature de la convention de crédit entre l'AFD et le BIDV) :

- Réaliser une analyse des écarts entre la liste d'exclusion existante de BIDV et celle de l'AFD ;
- Mettre à jour la liste d'exclusion de BIDV et certains des documents/politiques, procédures et processus internes de BIDV afin d'assurer une conformité totale avec la liste d'exclusion du groupe AFD.

Produits livrables attendus :

- Mise à jour des procédures et du SGES en fonction, dans la mesure du possible, des documents existants
- Liste d'exclusion mise à jour

1.5 : Présentation des méthodes organisationnelles pour la mise en œuvre des actions proposées

Le consultant fournira une description de l'organisation requise pour la mise en œuvre des actions décrites ci-dessus. Elle donne des informations précises sur les personnes ou services

⁹ Voir la liste d'exclusion du groupe AFD ici pour référence : <https://www.afd.fr/fr/ressources/afd-group-exclusion-list>

en charge de chacune de ces actions (personnel interne ou personnes extérieures, qui peuvent être nécessaires pour le soutien, la formation ou la définition d'outils).

1.6 : Présentation du calendrier de mise en œuvre des actions proposées et estimation de leur coût

Pour chacune des actions décrites ci-dessus, le Consultant doit au moins : (i) leur calendrier de mise en œuvre (délai à fixer par BIDV), et (ii) une estimation de leur coût.

Produits livrables attendus :

- Rapport (après avoir reçu et pris en compte les commentaires de BIDV) ;
- Matériel de formation

➤ Activité 2 : Mise en œuvre du SGES

Cette phase vise à fournir des détails supplémentaires sur l'approche (procédures, outils et formation) appropriée pour la BIDV et la mise en œuvre du plan d'action finalisé pour l'E&S.

2.1 : Soutenir le BIDV dans la réalisation du due diligence nécessaire en matière d'E&S sur les projets éligibles à financer par le biais de la facilité de crédit BIDV-AFD tant que le SGES n'est pas mis à jour

Le consultant fournira des conseils et un soutien technique à la BIDV pour qu'elle effectue les vérifications préalables nécessaires en matière d'E&S et s'assurera que le contenu de l'approche d'évaluation et de gestion des risques en matière d'E&S appliquée aux projets devant être financés par le nouveau AFDLa facilité de crédit BIDV répond aux exigences de l'AFD en matière d'E&S. Cette tâche peut être utilisée comme étude de cas pour la sensibilisation à la BIDV sur les questions d'E&S.

2.2 : Organiser un atelier de formation à l'attention des gestionnaires et des agents de crédit du BIDV sur les enjeux et les méthodes de gestion des risques d'E&S

Le consultant organise un atelier de formation destiné aux employés qui seront impliqués dans la mise en œuvre du SGES actualisé. Il discutera avec le BIDV pour (i) définir le format de formation le plus approprié et (ii) identifier les postes les plus pertinents dans le BIDV qui participeront à l'atelier de formation, afin de maximiser l'effet de levier du renforcement des capacités.

2.3 : Soutenir BIDV dans la mise en œuvre de la nouvelle liste d'exclusion

Le consultant fournira des conseils et un soutien à BIDV pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la liste d'exclusion mise à jour. Le cas échéant, le contenu de l'atelier de formation défini à l'étape 2.2 ci-dessus sera adapté pour inclure la formation sur la liste d'exclusion mise à jour.

2.4 : Rédiger et mettre en œuvre des procédures et des outils de SE

- Le consultant aidera BIDV à intégrer pleinement les procédures d'E&S dans les processus de prise de décision de la banque pour que les projets soient éligibles à la facilité de crédit de l'AFD et devra, à cet effet, notamment (sensibilisation et appropriation) : définition et mise en œuvre d'un programme de formation cohérent;
- Accompagner la mise en œuvre adaptée du SGES;

- Définir et accompagner son suivi et reporting (pour définir la structure et le contenu indicatif du rapport annuel E&S que BIDV devra transmettre à l'AFD suite à la mise en œuvre du plan d'action E&S).

Produits livrables attendus :

- Modèle de rapport de suivi annuel défini dans le contrat de facilité de crédit
- Rapport d'achèvement.

IV. Qualifications requises et processus de sélection

1. Profil du consultant

Le Consultant devra travailler en étroite collaboration avec les équipes opérationnelles de BIDV pour la mise en œuvre de toutes les activités décrites ci-dessus.

Pour obtenir les services, le consultant recruté doit être un cabinet de conseil mobilisant du personnel et/ou des sous-consultants nationaux (vietnamiens), ou un consortium de cabinets de conseil ayant une exposition internationale et une capacité d'appui locale.

Le consultant international (responsable) apportera son expérience de travail avec des institutions financières similaires et sur des missions similaires (lorsque cela est pertinent, le matériel existant tel que les outils, listes de contrôle, lignes directrices, etc. pourrait être mobilisé et valorisé – par exemple sur les questions d'E&S). Le consultant local apportera sa connaissance du contexte vietnamien (engagements nationaux sur le climat, réglementation nationale E&S et son application, compréhension du secteur financier et des institutions vietnamiennes – en particulier les banques publiques), auxquels les procédures et outils pertinents peuvent être adaptés.

En particulier, **le consultant international** devrait donc :

- Démontrer des connaissances et une expérience pertinentes dans l'ensemble du secteur financier, et plus particulièrement dans le secteur bancaire et les activités de prêt, en particulier dans les domaines suivants : financement vert et climatique, en particulier sur le financement de l'adaptation, en plus de l'atténuation
- Démontrer de solides compétences et une expérience professionnelle (7 ans minimum) en fournissant des services de conseil technique aux institutions financières, et en particulier aux grandes banques commerciales publiques avec de forts engagements et ambitions en matière de développement durable
- Avoir une solide expérience (5 ans minimum) dans l'évaluation des risques E&S pour les institutions financières
- Avoir une solide expérience (5 ans minimum) et démontrer une certaine expertise sur le financement climatique
- Avoir une expérience de collaborations réussies dans la mise en œuvre de projets et programmes techniques financés par des partenaires internationaux au développement tels que l'AFD (références attendues)
- Démontrer certaines compétences et expériences en formation et en développement des capacités, notamment pour le personnel et la direction des institutions financières;
- Avoir une certaine expertise en matière de suivi et d'évaluation, de mesure des impacts des projets de développement
- Avoir une bonne connaissance des normes internationales E&S (Banque mondiale en particulier) ;
- Avoir d'excellentes aptitudes à la facilitation et à la communication (verbale et écrite).

En outre, la capacité locale de conseil/support attendue pour les services en complément de l'expertise internationale devrait notamment :

- Démontrer une solide connaissance du contexte vietnamien, y compris le secteur financier, les banques publiques et la réglementation nationale E&S s'appliquant aux institutions financières
- Démontrer une expertise éprouvée en matière environnementale et sociale, avec une capacité d'évaluation E&S efficace et solide et une expérience solide dans les missions E&S ;
- Avoir effectué des services d'E&S et développé une expérience professionnelle dans le contexte vietnamien.

Une excellente maîtrise de l'anglais écrit et parlé est obligatoire pour tous les experts mobilisés.

V. Organisation

1. Pouvoir de passation des marchés et méthodologie et langues attendues

Autorité contractante : L'autorité contractante sera la AFPS, qui signera le contrat directement avec le consultant. Les paiements seront également effectués directement par AFD au Consultant sur présentation des factures concernées et des demandes de paiement, et après approbation des livrables pertinents par BIDV et AFD.

Méthodologie attendue : Le consultant doit suggérer la méthode la plus adaptée pour atteindre les objectifs, en tenant compte des attentes suivantes :

- Outre les principaux contacts identifiés au sein de l'équipe de BIDV, la direction de la banque devrait être impliquée à tout moment critique et régulièrement, dans la mesure du possible, et notamment dès les premières étapes de la mise en œuvre des services afin d'assurer leur adhésion complète et le soutien total aux services mis en œuvre.
- Une partie des services peut être réalisée à distance, tandis que certaines activités nécessiteront une présence sur site (entretiens, réunions et/ou ateliers avec le personnel de la banque, visites éventuelles sur le terrain et/ou succursales de la banque si nécessaire, etc.).
- Pour la mise en œuvre de toutes les composantes du programme d'assistance technique, et en particulier de la composante E&S : le BIDV fournira au consultant toutes les ressources existantes nécessaires à la mise en œuvre des activités. Par exemple, le guide E&S élaboré pour le BIDV dans le cadre de l'assistance technique précédente fournie à la banque avec un financement de l'AFD (projet SUNREF CVN1239) devra être pris en compte pour la mise en œuvre des activités prévues au titre de la composante 4 de l'AT actuelle.

2. Durée et échéancier

La durée de l'affectation complète est estimée à deux (2) ans. Une priorité importante est accordée à la constitution d'un portefeuille de projets/investissements éligibles afin d'assurer un décaissement rapide de la ^{facilité de crédit} après sa signature le 31 juillet 2024, ce qui permettra idéalement le décaissement complet du crédit. La facilité de crédit est établie dans les six mois suivant la signature du contrat de facilité de crédit.

En ce qui concerne les activités d'E&S : le calendrier de la mission devrait respecter, dans la mesure du possible, l'échéancier du PASE figurant en annexe.

Un calendrier détaillé est proposé par le consultant dans son offre technique. Les étapes clés doivent être clairement identifiées, dans la mesure du possible, pour que le BIDV et l'AFD puissent valider le travail accompli à chaque étape clé de la mise en œuvre des travaux. L'AFD et la BIDV auront un certain temps pour examiner chacun des livrables à produire dans le cadre du service. Le Consultant doit prévoir et prévoir du temps pour que les livrables soient ajustés afin de tenir compte des commentaires formulés dans le calendrier provisoire proposé pour les services et d'y intégrer ces derniers.

3. Budget :

Le montant total de l'offre financière **ne peut pas dépasser 200.000,00 EUR (deux cent mille euros).**

Annexes :

Annexe 1 : Liste des investissements et projets éligibles selon les modalités de la convention de crédit AFD-BIDV

Annexe 2 : Documents justificatifs de la demande d'allocation (modèle figurant dans le contrat de facilité de crédit FAD-BIDV)

Annexe 3 : Exigences de justification pour le suivi des projets et l'utilisation des fonds

Annexe 4 : Plan d'action E&S

Annexe 1 : Liste des investissements et projets éligibles selon les modalités de la convention de ligne de crédit AFD-BIDV

1 – OBJET DE L'INSTALLATION

Le projet vise à densifier et réorienter les flux financiers de BIDV. Ces flux financeront des investissements/projets du secteur privé contribuant à réduire les émissions de GES, ainsi qu'à adapter et améliorer la résilience de l'économie vietnamienne aux effets du changement climatique.

Pour être considérés comme éligibles, les prêts de BIDV à ses clients (les « bénéficiaires finaux ») **ne doivent pas** :

- (i) financer les projets/investissements figurant dans la liste des exclusions du Groupe AFD¹⁰ ;
- (ii) financer toute entité ou personne figurant sur les listes de sanctions financières; et
- (iii) être approuvé par la BIDV avant le 12 décembre 2023, date de signature de la lettre d'intérêt relative à la ligne de crédit entre l'AFD et la BIDV, et/ou
- (iv) consiste à refinancer des investissements ou projets existants pour lesquels BIDV a déjà décaissé les fonds aux bénéficiaires finals,

Dans ce cas, ils seraient considérés comme non admissibles.

Pour être considérés comme éligibles, les prêts de BIDV aux bénéficiaires finals **doivent** :

- financer des projets/investissements répondant aux critères d'éligibilité techniques décrits dans la section ci-dessous et approuvés par BIDV après la date de signature de la lettre d'intérêt relative à la ligne de crédit (12 décembre 2023), et pour lesquelles BIDV n'a pas encore entièrement versé les fonds au(x) bénéficiaire(s) final(s);
- dans le cas de projets/investissements répondant aux critères d'éligibilité technique et approuvés par BIDV après le 12 décembre 2023, mais pour lesquels BIDV aurait déjà déboursé une partie de son prêt au(x) bénéficiaire(s) final(s), seule la partie du prêt de BIDV qui n'a pas été décaissée au moment de l'autorisation d'affectation de l'AFD sur le projet/investissement sera prise en compte.

La facilité de crédit :

- financer au moins deux (2) projets de bénéficiaires finaux, mis en œuvre dans au moins deux (2) régions différentes du Vietnam.

2 – PRÊTS ADMISSIBLES / CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE

- Montant du prêt éligible : Le montant total du prêt accordé par BIDV au bénéficiaire final, pour chaque investissement ou projet, ne doit pas dépasser trente millions d'euros (30 000 000 EUR) par projet/investissement ;
- Pour chaque prêt, le montant financé par l'AFD au titre de la facilité de crédit pourrait représenter jusqu'à cent pour cent (100 %) du financement accordé par la BIDV à un bénéficiaire final, mais doit être au moins égal à trente pour cent (30 %) du montant financé par la BIDV ;
- Pour chaque projet financé par l'AFD, le prêt accordé par la BIDV peut représenter jusqu'à soixante-dix pour cent (70 %) du montant total du projet du bénéficiaire final ;
- Devise des prêts accordés par BIDV : USD / VND / EUR ;
- Transfert de l'incitation financière aux bénéficiaires finaux : Afin de transférer l'incitation financière du financement de l'AFD en partie ou en totalité aux bénéficiaires finaux, la

¹⁰ Accessible au public à l'adresse : <https://www.afd.fr/fr/ressources/afd-group-exclusion-list>

marge de BIDV, frais compris, sera systématiquement actualisée de 0,50 % (0,50 %) au minimum. Les frais appliqués sont fixés par BIDV selon sa politique de prix standard, sans dépasser ceux facturés sur des prêts comparables. Pour chaque prêt éligible, BIDV fera état dans la Demande d'Allocation adressée à l'AFD du décaissement des fonds :

- le taux d'intérêt effectif offert au bénéficiaire final par l'intermédiaire de la facilité de crédit de l'AFD ;
- Le taux d'intérêt de base qui aurait été proposé au bénéficiaire final sans la facilité de crédit de l'AFD à BIDV.
- Durée minimale des prêts accordés par BIDV :
 - Cinq (5) ans pour les investissements dans l'énergie renouvelable et l'énergie propre;
 - Trois (3) ans pour les autres placements.

3 – INVESTISSEMENTS ADMISSIBLES / CRITÈRES TECHNIQUES D'ADMISSIBILITÉ

Avec un objectif de 100 % du montant consacré aux projets présentant des co-bénéfices climatiques, la facilité de crédit financera :

- **Projets climatiques** : jusqu'à un maximum de cinquante pour cent (50%) du montant de la facilité de crédit sera consacré au financement des investissements/projets standard d'atténuation du changement climatique (tels que les projets d'énergie renouvelable); et
- **Projets à impact+** : au moins cinquante pour cent (50%) du montant de la facilité de crédit seront consacrés au financement de projets d'atténuation ou d'adaptation aux changements climatiques plus innovants ayant des impacts accrus sur le changement climatique - par ex. projets avec cobénéfices de biodiversité, ou des investissements dans des secteurs d'activité plus difficiles et encore mal desservis tels que l'efficacité énergétique, l'agriculture, l'approvisionnement en eau, le traitement et l'assainissement, la dépollution des secteurs industriels, la gestion des déchets, les transports publics, ou des investissements contribuant à l'adaptation aux changements climatiques.

La classification en tant que « atténuation » ou « adaptation » doit être conforme aux définitions suivantes et évaluée comme telle avec la méthodologie de DAA appliquée pour caractériser les projets d'atténuation ou d'adaptation :

- Atténuation des émissions de gaz à effet de serre ou séquestration du carbone : tel que défini dans les principes communs IDFC/[BMD pour le suivi financier de l'atténuation climatique](#), un projet contribue à l'atténuation lorsqu'il permet de réduire les émissions de GES par rapport à une situation de référence sans projet. Un projet est défini comme un projet "climat/atténuation" lorsque : (1) l'estimation de son empreinte carbone démontre que je / elle réduit ou évite (pour les projets d'énergies renouvelables) Émissions de GES, y compris les gaz réglementés par le Protocole de Montréal ou ii/ il contribue à la protection et/ou à l'amélioration des puits et réservoirs de GES – cette mesure de l'empreinte carbone doit comprendre les champs d'application 1, 2 et 3 des activités du projet; ou si l'empreinte carbone ne peut être estimée au moment de l'approbation de l'engagement, ce financement sera dédié à des actions contribuant à l'atténuation (études, renforcement des capacités et lignes de crédit bancaires intermédiées en faveur de projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique).

- Adaptation au changement climatique : les projets (ou parties de projets) qui limitent la vulnérabilité des actifs, des personnes et des écosystèmes aux conséquences du changement climatique et des risques liés au climat sont considérés comme contribuant à l'adaptation. Cela comprend une gamme d'activités allant de la production d'information et de connaissances au développement des capacités, à la planification et à la mise en œuvre de mesures et d'investissements pour l'adaptation aux changements climatiques. Comme défini dans les principes communs IDFC/BMD pour le suivi du financement de l'adaptation au climat, afin qu'un projet soit pris en compte sous "climat/adaptation", une analyse doit montrer que le projet vise spécifiquement à réduire la vulnérabilité aux changements climatiques identifiée dans la zone du projet. Cette démonstration doit être effectuée selon la méthodologie suivante :
 1. déterminer les investissements / vulnérabilités environnementales / risques actuels et futurs pour le changement climatique dans la zone du projet (études de vulnérabilité);
 2. exprimer explicitement l'intention du projet de traiter les vulnérabilités identifiées;
 3. expliquer les activités/composantes du projet qui couvrent spécifiquement ces vulnérabilités, en fournissant (i) une étude des vulnérabilités au changement climatique de la zone géographique du projet, avec (ii) une analyse des activités prévues à la lumière d'une liste positive d'actions pouvant contribuer à réduire la vulnérabilité ou à renforcer la résilience des communautés, biens ou écosystèmes face au changement climatique.

Seule la partie de l'investissement contribuant au financement de l'adaptation est éligible au financement par la facilité de crédit.

Des évaluations des risques environnementaux et sociaux devraient être effectuées et satisfaisantes pour l'AFD pour chaque projet financé par le biais de la facilité de crédit.

Cas spécifique du projet éolien Ben Tre V1_3 :

Après un examen et une analyse approfondis du projet et de ses impacts, le projet éolien Ben Tre V1_3, situé sur la zone côtière du district de Ba Tri, province de Ben Tre, au Vietnam, financé par le BIDV, est considéré comme éligible à la facilité de crédit dans le prolongement du crédit de l'AFD. Installation CVN 1239 01 K à BIDV sous réserve de :

- la vérification par BIDV que le financement du projet n'entraîne pas une violation des sanctions applicables et de l'autorisation préalable relative au bénéficiaire final et à ses fournisseurs pour le projet, compte tenu des sanctions applicables; et
- La confirmation par le BIDV que des experts locaux ont été recrutés pour assurer un suivi des impacts E&S du projet (étude avifaune) pendant une période de deux (2) ans et l'engagement du BIDV à partager leurs rapports avec l'AFD.

Les tableaux ci-dessous énumèrent différentes catégories d'investissements pouvant être classés comme financements climatiques pour l'atténuation, sous réserve du respect des critères d'éligibilité et des points d'attention indiqués.

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
<u>1. Énergie renouvelable :</u>	Production d'électricité à grande échelle renouvelable Projets énergétiques	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre sur la base d'un contrat d'achat d'électricité (CAE) 	Non
	Production d'énergie renouvelable sur site connectée au réseau, y compris les équipements et compteurs d'interconnexion de réseau		Non
	Projets d'énergie renouvelable qui produisent de l'électricité/vapeur/chauffage/refroidissement pour la consommation locale	<ul style="list-style-type: none"> Pour l'autoconsommation ou à des fins commerciales dans les procédés industriels, ainsi que dans les bâtiments administratifs, commerciaux ou publics 	Non
	Projet de production d'énergie et/ou de chaleur à partir de la biomasse	<ul style="list-style-type: none"> Avec des matières premières issues de déchets agricoles ou de plantations d'arbres (biomasse renouvelable). Matières premières éligibles : bagasse de sucreries, déchets de filatures, cosse de riz, manioc La matière première de production d'électricité doit être basée uniquement sur des déchets qui n'auraient pas d'autre utilisation et ne seraient pas autrement récupérés. 	Oui Cobénéfits de biodiversité
	Projets éoliens		Non
	Projets hydroélectriques	<ul style="list-style-type: none"> Capacité électrique inférieure à 30 mégawatts (30 MW) avec rapport La capacité installée / surface du réservoir doit être supérieure à quatre watts par mètre carré (4 W/m²) et le facteur 	Non

¹¹ Pour qu'un projet ou investissement financé par la banque soit considéré comme éligible à la ligne de crédit de l'AFD, ces critères doivent être respectés.

¹² Les projets ou investissements financés par la banque peuvent être considérés comme éligibles à la catégorie « Impact + » soit automatiquement (pour les projets où le "oui" est spécifié uniquement dans cette colonne) ou, au cas où il y aurait des exigences supplémentaires mentionnées dans cette colonne, si les projets ou investissements sont conformes à ces exigences en plus des critères d'admissibilité climatiques standard.

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
		d'émission inférieur à 100 gCO ₂ e/kW. L'outil d'évaluation des GES de l'AFD peut être utilisé pour évaluer les émissions de GES du projet.	
<p><u>2. Projets d'amélioration de l'EE dans l'industrie :</u></p> <p>Exigences générales pour la catégorie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les meilleures technologies disponibles (MTD)¹³ doivent être utilisées. • L'utilisation de la facilité de crédit sera limitée à la partie énergie de l'investissement. • Les projets peuvent être strictement des sites contaminés (c.-à-d. que la capacité de production demeure constante) ou peuvent entraîner une augmentation de la capacité de production. <p>Économies d'intensité énergétique (MWh/unité) = 20% min.</p>	Remplacement partiel ou mise à niveau d'équipements techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Les machines électriques individuelles de fabrication ou les complexes de machines sont remplacés par des plus éconergétiques ou mis à niveau. • Travaux de restauration, réparation et prévention sur les chaudières électriques et les fours ainsi que dans les installations de séchage, les installations frigorifiques, les systèmes d'air comprimé, etc. • Augmentation du retour de fluide condensé, restauration ou installation d'isolation thermique sur les pipelines, les appareils, les conteneurs, etc. • Élimination des lacunes dans les systèmes de chauffage et/ou le réfrigérant. Isolation thermique des agrégats technologiques, des installations et des pipelines. • La chaleur résiduelle des gaz de combustion est utilisée; la chaleur/le froid provenant des systèmes de ventilation et de climatisation, des 	Oui

¹³ Les meilleures technologies disponibles (MTD) sont des techniques avancées et éprouvées pour la prévention et le contrôle des émissions industrielles et de l'impact environnemental plus large causé par les installations industrielles, Les PME sont développées à une échelle qui permet leur mise en œuvre dans des conditions économiquement et techniquement viables.

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
		compresseurs, des installations frigorifiques, etc., est récupérée	
	Remplacement total des équipements techniques par des équipements techniques électriques.	<ul style="list-style-type: none"> • Remplacement des moteurs électriques par des unités plus efficaces, y compris les onduleurs de gestion de fréquence • Remplacement des chaudières et des installations de séchage à base de combustibles fossiles par du matériel électrique • Les nouvelles installations de combustibles fossiles ne seront admissibles que dans le cas des technologies pour lesquelles il n'existe pas de solution de rechange électrique (p. ex., procédés à haute température). 	
	Introduction de systèmes de contrôle et de surveillance de la consommation d'énergie	<ul style="list-style-type: none"> • Les outils et systèmes d'enregistrement, de mesure, de contrôle et de gestion de la consommation d'énergie et de carburant sont installés ou mis à niveau 	Oui
	Mesures pour transformateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Les pertes d'énergie diminuent. • Le gaz d'isolation devrait avoir un faible effet de serre. 	Oui
	Mesures pour les installations d'éclairage	<ul style="list-style-type: none"> • Remplacement des appareils inefficaces par des unités plus efficaces, p. ex., ampoules à incandescence avec lampes à diodes électroluminescentes (DEL) et systèmes de contrôle 	Oui

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
3. Immeubles : Critères généraux : <ul style="list-style-type: none"> - Chaque projet doit comprendre une étude d'amélioration de la performance énergétique et environnementale par rapport à un niveau de référence. Cette étude doit tenir compte, dans ses calculs de performance des bâtiments, des températures projetées sur un horizon de 30 ans. - Pour les projets de rénovation légère, démontrer que la meilleure technologie disponible a été sélectionnée (analyse du marché, analyse coûts/avantages énergétiques, etc.) et qu'elle permet de réduire d'au moins 20 % les émissions de GES, 20 % de la consommation d'énergie et/ou 20 % de la consommation d'eau. Seules les dépenses liées aux actions éligibles sont 	Amélioration partielle ou totale de l'ECS et du CVC (à l'exclusion de tous les combustibles fossiles tels que le gaz)	<ul style="list-style-type: none"> • Remplacement et mise à niveau de l'installation CVC • Remplacement et mise à niveau des systèmes d'ECS • Isolation thermique supplémentaire des systèmes de refroidissement 	Oui
	Amélioration partielle ou totale de l'enveloppe du bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des caractéristiques thermiques des éléments de l'enveloppe : <ul style="list-style-type: none"> + Panneaux et cadres de fenêtres – remplacement par des unités modernes très efficaces avec un faible coefficient de transfert thermique et une rupture thermique. + Murs, toiture – installation d'une isolation thermique supplémentaire ou remplacement de matériaux anciens par des matériaux isolants très efficaces. 	Oui
	Remplacement partiel ou total de l'ECS et du système de chauffage, de ventilation et de climatisation (à l'exclusion des combustibles fossiles comme le gaz)	<ul style="list-style-type: none"> • Modernisation par le remplacement total ou partiel des systèmes suivants : <ul style="list-style-type: none"> + Remplacement et modernisation de l'installation de CVC par du matériel à haute efficacité énergétique, à l'exclusion des équipements à base de combustibles fossiles. + Substitution d'une chaudière à combustible fossile par une chaudière électrique ; + Réparation de chaudières électriques (chaudières électriques standard, 	Oui

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
<p>comptabilisées (approche « au coût »).</p> <p>- Pour les projets de rénovation lourde, démonstration d'une réduction d'au moins 40 % des émissions de GES ou de 40 % de la consommation d'énergie par rapport au scénario de référence (qui doit tenir compte du bâtiment avant la rénovation). Les projets de rénovation lourde qui ne répondent pas à ces critères sont traités comme des projets de rénovation légère, c.-à-d. que seules les dépenses admissibles peuvent être prises en compte (approche « au coût »). Si les réductions sont supérieures à 40 %, la valeur totale des rénovations (ou une part fixe de celle-ci peut être prise en compte).</p> <p>- Pour les projets de construction neuve, si elle vise des réductions d'au moins 20 % des émissions de GES par rapport au scénario de référence, 20 % de la consommation d'énergie et/ou 20 % de la consommation d'eau (2 des</p>		<p>chaudières électriques à pompe à chaleur), introduction d'une régulation et d'un contrôle automatiques plus efficaces ou remplacement des chaudières électriques par d'autres chaudières électriques</p> <p>+ Restauration et installation d'isolation thermique pour cheminées, canalisations, luminaires, etc.</p> <p>+ Remplacement et modernisation des systèmes d'ECS par un système à haute efficacité énergétique, à l'exclusion des systèmes basés sur les combustibles fossiles.</p> <p>+ Isolation thermique supplémentaire des systèmes de chauffage/refroidissement</p> <p>+ Installation de systèmes de récupération de chaleur</p> <p>+ Utilisation possible de pompes à chaleur ou de climatiseurs onduleurs comme alternative aux systèmes de chauffage inefficaces</p>	
	Remplacement des combustibles fossiles par des ressources énergétiques renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> Remplacement des combustibles fossiles (mazout, carburant diesel, etc.) par de l'énergie renouvelable comme le biogaz, la biomasse, les panneaux solaires photovoltaïques, etc. Lorsque vous utilisez de la biomasse, utilisez des déchets agricoles ou de plantation d'arbres 	<p>Oui</p> <p>Remplacement des combustibles fossiles polluants (fuel oil, diesel, etc.) par du biogaz (cobénéfites de biodiversité)</p> <p>Remplacement des combustibles fossiles polluants (fuel, diesel, etc.) par de la biomasse sujet que le projet utilise une espèce</p>

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
<p>3 conditions sont suffisantes). La base de référence doit tenir compte des réglementations thermiques (si elles existent et sont appliquées par la majorité des constructeurs) sinon un bâtiment contrefactuel récent du même type ou un bâtiment contrefactuel théorique (EDGE). La valeur totale du projet (ou une part fixe de celui-ci) peut être prise en compte.</p>		<p>(biomasse renouvelable). Matières premières éligibles : bagasse des sucreries, déchets des filatures, cosse de riz, manioc. La matière première de production d'électricité doit être basée uniquement sur des déchets qui n'auraient pas d'autre utilisation et ne seraient pas autrement récupérés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pompes à chaleur électriques, qui pourraient remplacer les chaudières/fours à combustibles fossiles dans les installations de chauffage. • Capteurs solaires pour ECS, refroidissement • Tout système d'énergie renouvelable (géothermie, solaire, éolienne, etc.) 	<p>envahissante dont la récolte permet aux écosystèmes de se régénérer, ou parce que la source est constituée de déchets (agricoles notamment) Cela n'aurait pas d'autre utilité pour le moment. i.e La valorisation des déchets qui ne sont pas autrement valorisés (cobénéfits de biodiversité)</p> <p>Oui</p>
	Systèmes de gestion de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> • Installation d'outils et de systèmes pour mesurer et enregistrer la consommation de carburant, d'électricité, d'énergie thermique, d'eau froide, etc.; contrôle et gestion des installations et des processus. 	Oui
	Mesures pour transformateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des pertes d'énergie. • Le gaz d'isolation devrait avoir un faible effet de serre. 	Oui
	Mesures pour les installations d'éclairage	<ul style="list-style-type: none"> • Remplacement des appareils inefficaces par des appareils plus efficaces, p. ex., ampoules à incandescence avec lampes à diodes 	Oui

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
		électroluminescentes (DEL) et systèmes de contrôle.	
4. Mesures d'économie d'énergie dans les ménages Économie d'énergie (MWh/an) = 20% min. OU Réduction des émissions de gaz à effet de serre (tonnes d'équivalent CO2/an) = 20 % min	Systèmes de gestion de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> Réduction des pertes d'énergie. 	Oui
	Mesures pour les installations d'éclairage	<ul style="list-style-type: none"> Remplacement des appareils inefficaces par des appareils plus efficaces, p. ex., ampoules à incandescence avec lampes à diodes électroluminescentes (DEL) et systèmes de contrôle. 	Oui
	Climatisation	<ul style="list-style-type: none"> Onduleur split. La capacité est exprimée en W ou en BTU. L'EE est évaluée grâce au rapport saisonnier EE : SEER en mode refroidissement et SCOP en mode chauffage. 	Oui
	Voitures particulières électriques et hybrides ¹⁴	<ul style="list-style-type: none"> Véhicules électriques Seules les voitures hybrides rechargeables produisent moins de 75 g/km de CO2 	Oui
5. Autres mesures d'économie d'énergie	Transport public électrique et hybride électrique	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de transport écologique doivent prouver leur capacité à assurer un transfert modal d'un mode à plus forte teneur en carbone pour être éligibles, comme le démontre une réduction des émissions nettes de GES 	Oui

¹⁴ Le calcul de l'empreinte carbone est obtenu par la différence d'émissions dans le scénario du projet et dans le scénario de référence, pour lequel il est considéré que des véhicules thermiques équivalents auraient circulé, en nombre équivalent aux véhicules électriques dans le scénario du projet. Elle dépend de deux critères principaux : le facteur d'émission du réseau électrique du pays et le nombre et le type de véhicules constituant le parc remplacé. Il faut veiller au déclassement du parc de véhicules thermiques remplacés (si le parc n'est pas démantelé, il doit être pris en compte dans le calcul de l'empreinte carbone).

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
<u>6. Agriculture</u>	Réduction de la consommation d'énergie en traction (p. ex., travail du sol efficace), irrigation et autres procédés agricoles.		Oui
	Énergie rurale (usine, pompage solaire, autres énergies renouvelables)		Oui
	Les projets agricoles qui n'épuisent pas et/ou n'améliorent pas les réserves de carbone existantes.	<ul style="list-style-type: none"> Réduction de l'utilisation d'engrais, gestion des parcours naturels, collecte et utilisation de la bagasse locale, des cosses de riz ou d'autres déchets agricoles¹⁵, techniques de travail du sol à faible teneur en carbone qui augmentent les teneurs en carbone des sols, réhabilitation des terres dégradées, etc. 	Oui
	Agriculture biologique	<ul style="list-style-type: none"> Production de produits biologiques, riz (pour les projets visant à convertir des zones de production rizicole existantes en agriculture biologique), noix de coco, café, cacao, thé, légumes, fruits, cannelle, anis et autres produits agricoles. 	Oui Avantages connexes de la biodiversité ¹⁶
	Espèces adaptables et résilientes au climat (résistantes à la sécheresse, aux inondations, aux températures élevées, à la salinité, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Plantes et cultures résistantes à la sécheresse, à la salinité et à croissance rapide (p. ex., riz, quinoa, café, autres) Amélioration de la gestion de l'eau 	Oui
	Autres technologies d'atténuation du secteur agricole	<ul style="list-style-type: none"> Par exemple, mouillage et séchage de rechange (production de riz adaptée au climat, amélioration de la 	Oui

¹⁵ Uniquement si produit localement (à proximité des champs où il sera utilisé)

¹⁶ Cela correspond à l'objectif 10 du Cadre mondial pour la diversité et serait évalué à 40 % selon la méthodologie de l'AFD pour l'estimation des impacts sur la biodiversité.

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
		production d'aliments pour animaux et de fourrage, autres)	
	Amélioration de la gestion de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> Technologies d'irrigation intelligentes (par ex. systèmes d'irrigation goutte à goutte) 	Oui, au cas où ces activités n'entraînent pas une pression accrue sur les ressources en eau
	Les énergies renouvelables dans l'aquaculture durable et la pêche durable	<ul style="list-style-type: none"> Équipement d'énergie renouvelable 	Oui Avantages connexes de la biodiversité ¹⁷
	Agriculture de précision (par ex. avec des drones et des satellites)	<ul style="list-style-type: none"> Réduction de la consommation d'engrais et d'eau 	Oui
7. Gestion des déchets et des ressources en eau	Gestion des ressources en eau	<ul style="list-style-type: none"> Techniques d'irrigation économes en eau Remise en état des réseaux de distribution d'eau pour réduire les fuites d'eau Projets d'approvisionnement en eau Réseaux de distribution d'eau Diversification des ressources d'approvisionnement en eau assurant une utilisation efficace et durable de l'eau : système de collecte des eaux pluviales, système de réutilisation/recyclage de l'eau, unité de production d'eau durable dans un contexte de stress hydrique 	Oui
	Eaux usées	<ul style="list-style-type: none"> Traitement des eaux usées - si ce n'est pas une exigence de conformité (p. ex., norme de 	Oui

¹⁷ Les « projets de pêche durable » impliquent des contributions à la lutte contre la surpêche (s'il existe un risque avéré de surpêche) OU à l'amélioration de la durabilité des pratiques de l'industrie de la pêche OU permettant la réduction, à grande échelle, de la pollution et des déchets induits par les activités économiques (réduction à la source, traitement, valorisation via l'économie circulaire – par exemple : un projet de réduction des déchets plastiques côtiers). Cela correspond à l'objectif 10 du Cadre mondial pour la diversité et serait évalué à 40 % selon la méthodologie de l'AFD pour l'estimation des impacts sur la biodiversité.

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
		rendement ou mesure de sauvegarde) - dans le cadre d'un projet plus vaste qui réduit les émissions de méthane (seulement si on peut démontrer des réductions nettes des émissions)	
	Gaspillage d'énergie	<ul style="list-style-type: none"> Projets de gestion des déchets et de valorisation énergétique des déchets qui réduisent les émissions de méthane et produisent de l'énergie¹⁸. 	Oui Les avantages de la biodiversité pour les projets de réduction des déchets ¹⁹
	Recyclage ou réutilisation	<ul style="list-style-type: none"> Projets de recyclage des déchets qui récupèrent ou réutilisent les matériaux et les déchets comme intrants dans de nouveaux produits ou comme ressource (seulement si les réductions nettes d'émissions peuvent être démontrées et si les conditions sociales et sanitaires appropriées sont respectées). 	Oui
<u>8. Forêts et habitats naturels :</u>	Plantations et reboisement sur des terres précédemment déboisées (application des meilleures pratiques internationales et promotion de plantations diversifiées), et activités circulaires ou intégrées qui améliorent le stock de carbone, chaînes d'approvisionnement qui favorisent l'agroforesterie durable, la restauration des habitats naturels dégradés, la conservation	<ul style="list-style-type: none"> La réduction des émissions de GES/séquestration du carbone du projet doit être supérieure à 5000 tCO2e/an pour que l'activité soit éligible. 	Oui

¹⁸ Les décharges doivent être équipées d'un système de récupération du biogaz ou au moins d'un système de torchage du biogaz. Cette installation ne peut être planifiée qu'après 3 ans pour une nouvelle décharge, car les émissions de biogaz ne sont pas immédiates et l'empreinte carbone en tient compte.

¹⁹ Cela correspond à l'objectif 7 du Cadre mondial pour la diversité et serait évalué à 20 % selon la méthodologie de l'AFD pour l'estimation des impacts sur la biodiversité.

CATÉGORIE	DESCRIPTION DE LA TECHNOLOGIE	1. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ CLIMATIQUE ¹¹	2. IMPACT + EXIGENCES ¹²
	de la biosphère, les interventions politiques qui protègent explicitement les stocks de carbone (par exemple, par le zonage d'utilisation des terres, l'application de sanctions contre la déforestation ou l'intensification durable de l'utilisation des terres), le maintien de forêts saines, Le passage de l'exploitation forestière conventionnelle à l'exploitation forestière à impact réduit, aux mesures de prévention de la dégradation des terres et à l'atténuation des risques d'incendie.		

Annexe 2 : Documents justificatifs de la demande d'allocation (modèle figurant dans le contrat de facilité de crédit FAD-BIDV)

Le tableau ci-dessous présente les informations de base requises par l'AFD auprès du BIDV afin de déterminer l'éligibilité des investissements/projets sous-jacents que le BIDV souhaite financer en accordant un crédit aux porteurs de projet (bénéficiaires finaux ou finaux).

Au besoin, compte tenu des critères d'éligibilité envisagés pour la facilité de crédit et de la diversité possible dans la nature des projets sous-jacents, l'AFD peut également exiger des informations supplémentaires, au cas par cas et en fonction des projets concernés, afin de déterminer leur admissibilité aux fonds de la facilité de crédit.

En outre, toutes les informations nécessaires concernant le transfert de l'incitation financière aux bénéficiaires finals seront partagées avec l'AFD, à savoir :

- Le taux d'intérêt réel offert aux clients de BIDV par l'intermédiaire de la facilité de crédit ;
- Le taux d'intérêt de base qui aurait été proposé au client de BIDV sans la facilité de crédit.

1. Informations concernant le Bénéficiaire Final (Client de BIDV)			
1.1. Nom de l'entreprise			
1.2. Existence juridique	Pays du siège social		
	Numéro et lieu d'enregistrement		
	Date de constitution		
1.3. Adresse	Adresse postale		
	Téléphone		
	Télécopier		
1.4. Propriété (liste de tous les actionnaires détenant 5% ou plus du capital social)	Nom	Parts (%)	Nationalité
	Total	100 %	
1.5. Haute direction de l'organisation	Nom	Position	Nationalité
1.6. Membres du conseil d'administration	Nom	Position	Nationalité
1.7. Secteur d'activité	(Secteur commercial/industriel? Sous-secteurs? etc.)		
1.8. Nombre d'employés			
1.9. Classification du Bénéficiaire Financier par la Banque (PME, entreprise...)			
1.10. Le promoteur ou le bénéficiaire final est-il un client actuel de la Banque?			
1.11. Situation financière agrégée	(Données financières à fournir sur demande)		
2. Renseignements concernant l'investissement ou le projet admissible			

2.1 Type de projet	<i>(veuillez indiquer l'objectif principal et décrire en gardant à l'esprit les critères d'admissibilité technique de l'annexe 2)</i>
2.2 Description de l'investissement	<i>(Inclure les caractéristiques du projet financé qui le rendent éligible au titre de la facilité AFD. Les critères d'éligibilité doivent être mentionnés) (Pour les projets de développement d'EE, veuillez indiquer la technologie standard à laquelle la technologie supérieure du projet est comparée) (Pour les investissements dans les ER, veuillez indiquer la taille du régime et le mode de calcul de la production d'énergie.) (Pour les autres types de projets, veuillez consulter la liste détaillée des critères d'admissibilité techniques et les descriptions connexes à l'annexe 2. Selon la nature et l'objectif du projet, Les experts climat de l'AFD sollicitent des informations spécifiques sur l'investissement envisagé afin de déterminer son éligibilité à la Facilité)</i>
2.3 Emplacement du projet (région, ville)	
2.4 Calendrier du projet / État d'avancement et préparation	<i>(État physique actuel de la disponibilité des terres, des intrants du projet, de l'ingénierie, de l'approvisionnement, de l'infrastructure, des travaux sur le site, etc.)</i>
2.5 Coût total	En VND / équivalent en EURO
2.6 Détails et coûts et plan de financement	<i>(Ratio capitaux propres/dette et plan de financement)</i>
2.7 Impact environnemental et social	<i>Catégorisation de l'emprunteur E&S, liste et résumé des principales conclusions du contrôle préalable E&S.</i>
2.8 Pour les projets d'efficacité énergétique	
Type d'investissement : (modernisation, agrandissement, nouveau site) <i>(si projet d'expansion, pourcentage de l'expansion)</i>	Agrandissement des installations de modernisation Champ vierge
Économies d'énergie annuelles attendues <i>(veuillez préciser l'unité : kWh/an)</i>	
Réductions annuelles prévues des émissions de gaz à effet de serre <i>(tonnes de CO2/an)</i>	
Économies d'énergie annuelles en VND/an	
Période de remboursement des économies d'énergie seulement	
Autres économies et avantages du projet	
Documentation à l'appui disponible <i>(étude de faisabilité, devis du fournisseur, contrat de prêt, évaluation d'impact E&S, etc.)</i>	
2.9 Pour les projets d'énergie renouvelable (ER)	
Type de projet RE	Photovoltaïque Solaire Chauffage de l'eau Biomasse Biogaz Éolien Géothermie Autre
Capacité installée (MW)	
Production annuelle d'énergie (kWh)	

Valeur de la production annuelle d'énergie en VDN/an	
Réductions annuelles prévues des émissions de gaz à effet de serre (<i>tonnes de CO2/an</i>)	
Autres économies et avantages du projet	
Dans le cas de la biomasse : veuillez préciser le type et l'origine de la biomasse	
Évacuation de l'alimentation	<i>Détails sur les dispositions proposées pour l'évacuation de l'alimentation.</i>
Entente de marketing et de vente	<i>Information concernant tout accord spécifique (CAE) signé pour le transport d'électricité.</i>
Approvisionnement/plan de mise en œuvre	<i>Méthodologie du plan d'approvisionnement+ et principaux jalons</i>
Documentation à l'appui disponible (<i>étude de faisabilité, devis du fournisseur, contrat de prêt, évaluation d'impact E&S, etc.</i>)	
2.10 Pour les projets d'adaptation	
<p>Identification des risques, vulnérabilités ou autres impacts prévus liés à la variabilité et aux changements climatiques dans la zone du projet (inondation, stress hydrique, érosion côtière, cyclone, chaleur, etc.).</p> <p>Sources possibles :</p> <p>https://climateknowledgeportal.worldbank.org/</p> <p>http://thinkhazard.org/fr/</p> <p><u>En cas de compréhension avancée :</u></p> <p>Autres sources pertinentes</p> <p>Stress hydrique lié au climat :</p> <p>https://www.wri.org/applications/maps/aqueduct-atlas/#x=16.88&y=0.11&s=bt!_40!28!c&t=waterrisk&w=def&g=0&i=BWS-16!WSV-4!SV-2!HFO-4!DRO-4!STOR-8!GW-8!WRI-4!ECOS-2!MC-4!WCG-8!ECOV-2!&tr=ind-1!prj-1&l=3&b=terrain&m=projected&init=y</p> <p>Autres sources pertinentes</p>	
Description de la façon dont le projet entend aborder les risques, vulnérabilités ou impacts identifiés décrits dans la documentation du projet (études de faisabilité, documents de conception supplémentaires du projet, etc.).	

Démonstration d'un lien direct entre les risques, vulnérabilités ou impacts identifiés et les activités financées (tableau de coûts suffisamment ventilé pour permettre d'identifier les composantes/actions pertinentes à l'adaptation)	
[Coût total des activités d'adaptation]	[montant devise]
2.11 Pour tout autre projet	
<i>Le projet doit relever d'une (1) des catégories d'investissements/projets admissibles décrites dans la matrice des critères techniques admissibles de l'annexe 2 (Description du projet). Selon la nature, le contenu et l'objectif dudit projet, les informations et données pertinentes seront collectées et reçues du bénéficiaire final qui sollicite un prêt auprès de BIDV. L'AFD précise au cas par cas à la BIDV les informations à fournir sur les projets.</i>	
3. Informations concernant le financement par la BIDV	
3.1 Montant du prêt sollicité et envisagé par BIDV pour le Bénéficiaire final	
3.2 Montant du financement demandé au titre de la facilité AFD	
3.3 Durée du prêt :	
3.4 Délai de grâce :	
3.5 Taux d'intérêt global appliqué (y compris les frais et hors frais) par la Banque au bénéficiaire final	
3.6 Calendrier de remboursement :	
3.7 Sûretés ou garanties demandées :	

Annexe 3 : Exigences de justification pour le suivi des projets et l'utilisation des fonds

Le suivi du projet et la justification de l'utilisation des fonds seront à la charge de BIDV, qui s'assurera de l'exhaustivité, de l'exactitude et de la livraison en temps opportun des informations requises. Le BIDV recevra un soutien du consultant pour la mise en place du modèle de cette exigence de déclaration.

I- Justification de l'utilisation des fonds, rapport d'étape et indicateurs d'impact

Justification de l'utilisation des fonds et rapports d'étape :

- a) Le rapport sur l'utilisation des fonds est documenté, *entre autres*, par une liste d'investissements/projets éligibles et de prêts connexes répondant aux critères d'éligibilité de la facilité de crédit. Ce rapport est accompagné, et à la demande de l'AFD, d'une copie certifiée conforme de chacun des contrats de prêt signés par les clients de la BIDV et de la BIDV en relation avec les prélèvements sur les fonds de la facilité de crédit, auxquels sont joints pour chacun de ces accords, un état des prêts consentis par BIDV en vertu de ces accords, ainsi qu'un état détaillé du paiement relatif à chaque prélèvement.

Les rapports sur l'utilisation des fonds doivent démontrer que les fonds de la facilité de crédit ont été utilisés exclusivement pour financer des investissements/projets éligibles au moyen de prêts connexes, qui respectent strictement les critères d'éligibilité du crédit. Faciliter et surveiller les débours réels effectués aux clients de BIDV pour chaque investissement/projet éligible.

- b) En plus de ce rapport, BIDV, avec le soutien du consultant, fera un rapport plus général sur la mise en œuvre du projet. Ce suivi doit démontrer que le projet a une contribution positive directe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie du BIDV en matière de financement climatique et de financement des projets/investissements ayant un impact accru (tels que les co-avantages pour la biodiversité). Le rapport doit couvrir au moins les points suivants :
- les principaux objectifs et cibles fixés dans la stratégie / le plan d'affaires du BIDV concernant le financement climatique et le financement de projets/investissements « impact + » ;
 - cohérence de ces objectifs et cibles avec la stratégie et les objectifs de la République socialiste du Vietnam en matière d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques, ainsi que de performance environnementale ;
 - l'organisation du BIDV en matière de climat ;
 - les politiques, procédures et systèmes de BIDV en place pour gérer et surveiller ces activités ;
 - Le cas échéant, les actions entreprises par BIDV pour adapter et améliorer sa gamme de produits et sa politique marketing (ventes, communication) en ce qui concerne l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, la performance environnementale, ainsi que tout changement significatif apporté à sa stratégie / plan d'affaires ;
 - toute autre ressource/action (ressources humaines, consultants, etc.) mobilisée par le BIDV pour élaborer et mettre en œuvre sa stratégie/son business plan dans ces domaines ;

- des indicateurs quantitatifs sur le portefeuille de prêts (global, c'est-à-dire non directement lié à la facilité de crédit) en ce qui concerne les questions climatiques : encours du portefeuille, en volume et en nombre de prêts, ventilation par région, secteur, taille de l'entreprise, taille du prêt, types de clients, niveau moyen des garanties et principaux types de garanties requises, etc.
- Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action environnemental et social (PASE).

Indicateurs d'impact :

Le BIDV doit également suivre les indicateurs qui mettent en évidence les impacts du projet (sur le pays ou sur un secteur, une région, un type de bénéficiaire spécifique, etc.). Les indicateurs suivants font l'objet d'un suivi annuel et sont intégrés dans les rapports d'avancement et les rapports finaux. Pour chaque indicateur, le rapport doit fournir la valeur de référence (valeur estimée initiale au moment de la décision sur l'investissement admissible) et la valeur réelle (à la date d'achèvement du rapport).

Énergie renouvelable	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité installée en énergie renouvelable (unité à utiliser : MW - mégawatt) - Production prévue d'énergie renouvelable (unité à utiliser : MWh par an – mégawatt par heure par an) - Réduction annuelle des émissions de gaz à effet de serre (unité à utiliser : tonnes d'équivalent CO2 par an) - Nombre d'entreprises concernées - Montant total des investissements (soutenus par la Facilité)
Efficacité énergétique	<ul style="list-style-type: none"> - Économies d'énergie (unité à utiliser : kWh/an) - Réduction annuelle des émissions de gaz à effet de serre (unité à utiliser : tonnes d'équivalent CO2) - Nombre d'entreprises concernées - Montant total des investissements (soutenus par la Facilité)
Indicateurs mondiaux	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de bénéficiaires finals financés par la Facilité - Montant total des investissements/projets engagés soutenus par la Facilité (unité : VND / EUR) - Montant des financements accordés au système financier local - Nombre d'emplois créés ou maintenus (dont l'emploi des femmes) par les projets/investissements financés par le BIDV (soutenus par la Facilité) - Montant des projets/investissements engagés soutenus par la Facilité (unité : VND / EUR) qui présentent un co-bénéfice climatique - Montant des projets/investissements engagés soutenus par la Facilité (unité : VND / EUR) qui présentent un co-bénéfice pour la biodiversité - Augmentation du portefeuille climat de l'Emprunteur (volume, nombre et % des engagements)
Autres indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'employés de BIDV qui ont reçu une formation sur les questions d'E&S - Autres avantages potentiels pour le climat : par ex., volume d'eau économisée, nombre de personnes dont la résilience au changement climatique s'est améliorée

II- Rapport final

Dans les douze (12) mois suivant le dernier prélèvement sur la facilité de crédit, BIDV fournit à l'AFD un rapport final sur la mise en œuvre du projet. La structure et le contenu de ce rapport sont similaires aux rapports d'étape annuels, mais le rapport final fournit des données et des informations plus détaillées, en particulier en ce qui concerne les aspects qualitatifs concernant l'efficacité du projet par rapport à ses objectifs initiaux (forces et faiblesses, succès et échecs, événements perturbateurs imprévus, etc.). Un chapitre spécifique sera consacré à la mise en œuvre et aux résultats du plan d'action environnemental et social (PASE – voir autre annexe).

Annexe 4 : Plan d'action E&S

Le cadre normatif appliqué par l'AFD dans le suivi environnemental et social de ce projet est constitué (i) de la législation nationale (le cas échéant), et (ii) du référentiel environnemental et social du Groupe de la Banque mondiale :

<http://documents.worldbank.org/curated/fr/383011492423734099/pdf/114278-WP-REVISED-PUBLIC-Environmental-and-Social-Framework.pdf>

Actions	Produits livrables/résultats	Entité responsable	Timing
1. Gestion des risques E&S de la nouvelle ligne de crédit AFD : organisation et ressources humaines (RH)			
Affectation des ressources humaines internes pertinentes	Lettre de BIDV à l'AFD détaillant l'organisation des ressources humaines pour la gestion des risques E&S liés à la nouvelle ligne de crédit. Coordonnées et informations sur l'expérience du coordinateur E&S en charge de la coopération avec l'assistance technique sur les questions E&S	Direction générale de BIDV	avant le premier tirage
Collaboration avec le Consultant financé par l'AFD pour accompagner le BIDV dans la mise en œuvre de ce plan d'action	Accord sur le recrutement du Consultant	Coordonnateur E&S	avant le premier tirage

Actions	Produits livrables/résultats	Entité responsable	Timing
2. Guide de mise en œuvre de la gestion des risques E&S* pour la ligne de crédit AFD conformément aux normes nationales et internationales			
Révision du guide de mise en œuvre existant de la gestion des risques E&S ²⁰ aux fins de la nouvelle ligne de crédit ²¹	Guide de mise en œuvre révisé de la gestion des risques E&S pour les investissements éligibles, approuvé par le BIDV et l'AFD	Coordinateur E&S + expert mobilisé par le Consultant	Avant l'approbation du premier projet/investissement éligible par l'AFD (à financer par la facilité de crédit), si possible (pour que le projet/investissement envisagé soit approuvé par l'AFD avant le guide révisé, les diligences E&S seront examinées en détail par l'AFD)
Définition et mise en place d'un programme de formation pour les collaborateurs de BIDV impliqués dans le déploiement du guide révisé de mise en œuvre applicable à la ligne de crédit de l'AFD	Programme de formation et suivi	Coordinateur E&S + expert mobilisé par le Consultant + équipes concernées du BIDV	Première session de formation dans les 6 mois suivant la date de signature du contrat de crédit

²⁰Le guide de mise en œuvre de la gestion des risques E&S est le document élaboré pour la LIGNE DE CRÉDIT VERTE SUNREF mise en place du 26/05/2022 au 26/05/2023

²¹ Les éléments suivants devraient être inclus dans le guide de mise en œuvre : procédures et outils opérationnels tels que l'outil de classification des projets, l'outil d'évaluation des risques E&S, les guides sectoriels E&S (approvisionnement en eau et assainissement de l'eau), clauses à insérer dans les accords d'installations, etc. pour assurer la conformité aux normes de la Banque mondiale et à la réglementation nationale. Il devra également prendre en compte les critères d'éligibilité de la nouvelle ligne de crédit et de la nouvelle liste d'exclusion de l'AFD (sections A et B) : [Liste d'exclusion du groupe AFD | AFD - Agence Française de Développement](#)

Actions	Produits livrables/résultats	Entité responsable	Timing
Application du guide de mise en œuvre révisé de la gestion des risques E&S aux projets/investissements financés au titre de la nouvelle ligne de crédit AFD-BIDV	Preuve de la mise en œuvre du guide de mise en œuvre de la gestion des risques liés à l'E&S	Coordinateur E&S + expert mobilisé par le Consultant + équipes concernées de BIDV (également sur le terrain) en charge des prêts éligibles au titre de la nouvelle ligne de crédit	Pour l'évaluation de chaque projet/investissement admissible
3. Liste d'exclusion des AFPS (section C)			
Formalisation des critères d'exclusion applicables à l'ensemble des activités de financement BIDV, y compris au minimum les éléments de la section C de la liste d'exclusion du groupe AFD ²²	Liste d'exclusion révisée de la BIDV	Coordinateur E&S + expert mobilisé par le Consultant	18 mois après la date de signature du contrat de facilité de crédit
4. Révision de la réglementation sur les risques environnementaux Gestion des activités de crédit			
Dans la mesure du possible, revoir les réglementations sur la gestion des risques environnementaux dans les activités de crédit (3266/QtyD-BIDV) afin d'inclure progressivement la gestion des risques sociaux et les normes / bonnes pratiques internationales	Note sur les modifications prévues des règlements relatifs à la gestion des risques environnementaux dans les facilités de crédit Version mise à jour du règlement, le cas échéant, approuvée par l'organe de décision compétent de la BIDV	Coordinateur E&S + service de gestion client + expert consultant + Direction (pour validation)	18 mois après la date de signature du contrat de facilité de crédit
5. Surveillance			

²² [Liste d'exclusion du groupe AFD | AFD - Agence Française de Développement](#)

Actions	Produits livrables/résultats	Entité responsable	Timing
Présentation d'un rapport annuel de suivi E&S* à la DAA	rapport d'avancement	Coordinateur E&S + expert mobilisé par le Consultant	Rapports annuels après la date de signature du contrat de facilité de crédit

* En ce qui concerne le rapport annuel sur l'E&S (environnement et social), les éléments minimaux suivants doivent être présentés :

1. État d'avancement de la mise en œuvre du PASE (en utilisant le calendrier pertinent de l'accord de prêt) :
 - chaque ligne (correspondant à chaque action) du PASE doit être commentée afin de présenter l'avancement de la mise en œuvre avec une planification actualisée selon le cas ;
 - tous les documents à l'appui et/ou démontrant la réalisation et le progrès de chaque action;
2. Documentation du SGES (système de gestion de l'E&S).
 - Si la politique sur l'EE a été mise à jour au cours de l'exercice visé par le rapport :
 - Résumé des changements importants apportés à la politique;
 - Date de la dernière mise à jour (et date de validation par le top management, en cas différent) ;
 - Version mise à jour;
 - Si la liste d'exclusion a été mise à jour au cours de l'exercice visé par le rapport, résumé des modifications et version mise à jour;
 - Présentation de l'organisation et des responsabilités concernant les aspects E&S (nom et coordonnées du gestionnaire/coordonateur E&S en particulier) avec description des changements significatifs dans l'année de rapport ;
 - Au cas où des changements importants seraient apportés aux procédures ou aux outils de SE pendant l'année de déclaration :
 - Résumé des changements importants;
 - Date de la dernière mise à jour;
 - Versions mises à jour des documents pertinents.
3. Mise en œuvre du SGES (système de gestion de l'E&S).
 - Catégorisation de l'E&S :
 - répartition en pourcentage du portefeuille actuel par niveau de risque E&S ;
 - Liste des projets à risque élevé et substantiel classés par catégorie, avec description des projets, des mesures de diligence en matière d'E&S effectuées ou prévues, et des normes/cadres (en particulier nationaux ou internationaux) requis;

- Nombre et liste des investissements potentiels rejetés pour des raisons environnementales ou sociales au cours de la période considérée;
- Suivi des incidents E&S : données agrégées (par type) des incidents E&S qui ont eu lieu au cours de l'année de déclaration des opérations financées ;
- Nombre de demandes de V&E reçues, admissibles et traitées au cours de l'année de déclaration;
- Rapports d'évaluation internes et/ou externes sur la mise en œuvre du SGES (le cas échéant) réalisés au cours de l'année de déclaration ;
- la formation en E&S mise en œuvre au cours de la dernière année et le programme de formation en E&S;

4. Travail et conditions de travail

- Dans le cas où des changements importants ont été apportés aux procédures/conditions de travail et de travail au cours de l'année considérée (p. ex., non-discrimination et égalité des chances – en particulier en ce qui concerne le genre -, mécanisme de plainte/grief, santé et sécurité au travail) :
 - Résumé des changements importants apportés aux documents pertinents;
 - Date des mises à jour;
 - Si possible, des versions mises à jour des documents pertinents.